

## Recherches sociographiques



André BERNARD, *La vie politique au Québec et au Canada*

Éric Desrosiers

---

Volume 39, numéro 2-3, 1998

Québec et Canada : deux références conflictuelles

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057218ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057218ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer ce compte rendu

Desrosiers, É. (1998). Compte rendu de [André BERNARD, *La vie politique au Québec et au Canada*]. *Recherches sociographiques*, 39(2-3), 448–449.  
<https://doi.org/10.7202/057218ar>

André BERNARD, *La vie politique au Québec et au Canada*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1996, 616 p.

Plus de vingt ans après la publication de son populaire manuel *La politique au Canada et au Québec*, édité une première fois en 1976 puis réédité à quelques reprises par la suite, André Bernard en présente une nouvelle version remaniée, intitulée : *La vie politique au Québec et au Canada*. Cet ouvrage ne s'adresse pas aux spécialistes, avertit l'auteur. Il est plutôt « destiné principalement aux jeunes adultes qui atteignent l'âge de voter et qui veulent avoir une vue d'ensemble de leur environnement politique. Il est également destiné aux personnes qui connaissent encore peu le Canada ou le Québec et qui désirent accéder à quelques-unes des informations qui permettent de mieux comprendre la vie politique qui se déroule dans cette partie du monde. » (P. xvii.) Son plan se veut une visite guidée du processus décisionnel politique : il part des désirs de changements émanant de la population, passe par leur élaboration par les différents agents médiateurs de la société, et se rend jusqu'à leur concrétisation par les pouvoirs politiques.

Divisé en quatre grandes parties portant sur les fondements de la vie politique, les agents médiateurs, les mécanismes et procédés de médiation et enfin la prise de décisions politiques, l'ouvrage de 616 pages comprend également un index ainsi que, en annexe, des extraits annotés des lois constitutionnelles de 1867 et 1982. Aucune note ni référence ne sont proposées, ni dans le texte ni à la fin du livre, du fait, explique l'auteur, de la facilité d'accès de la documentation. Celui-ci présente d'ailleurs quelques-unes de ces sources (bibliothèques universitaires, index bibliographiques, catalogues des publications officielles, etc.) à la toute fin du livre.

Dans la partie consacrée aux fondements de la vie politique, Bernard explore les sources de lutte politique dans la société. Il commence avec la diversité culturelle, c'est-à-dire la diversité d'origine, la variété des langues apprises et parlées, celle des convictions religieuses ainsi que celle des aires culturelles ou identitaires. Dans un deuxième chapitre, il aborde la diversité qu'il qualifie de « catégorielle » à laquelle se rattachent le choc des générations, les rapports hommes-femmes ainsi que celui entre groupes sociaux (dont les classes sociales). Le troisième chapitre présente quelques facteurs permettant d'expliquer la variété des attitudes de ces différentes catégories d'individus face au changement. L'un de ces facteurs est l'évolution de la conjoncture qui peut être perçue comme plus ou moins positive pour son groupe. Un autre facteur déterminant est la croissance ou le déclin de l'importance relative d'une catégorie, d'une région ou d'un groupe d'âge.

Quelle que soit l'attitude adoptée par les différents groupes de la société, leur revendication ne peut s'exprimer qu'à travers des corps, ou organisations, intermédiaires. La seconde partie de l'ouvrage leur est consacrée. Le chapitre 4 montre que toutes les organisations ne sont pas de même nature ni de même influence. Il aborde des facettes de leur dynamique interne ainsi que certaines des particularités propres aux organisations canadiennes et québécoises. Puis l'auteur passe, dans le chapitre 5, aux partis politiques canadiens et québécois, dont il prend le temps de raconter la petite histoire avant d'en expliquer succinctement la logique interne.

La troisième partie du livre explore les principaux mécanismes et procédés employés par les corps intermédiaires pour accomplir leur rôle de médiation entre les différents groupes sociaux et les autorités politiques. Cette partie s'ouvre, avec le chapitre 6, sur le mécanisme électoral. On y retrouve des explications sur la nature des mandats électifs, le poids relatif de la représentation des régions, l'évolution du droit de vote, l'effet du mode de scrutin, la procédure et le financement des élections. Le chapitre 7, quant à lui, porte sur les contraintes et stratégies des partis politiques dans l'élaboration d'un programme politique ainsi que lors du choix d'un chef, contraintes et stratégies liées à la recherche de l'appui d'une majorité d'électeurs. Dans le chapitre 8, finalement, l'auteur se penche sur l'influence des autres corps intermédiaires. Il fait notamment état de leurs ressources, de leur répertoire stratégique, de leurs voies d'accès au pouvoir politique ainsi que des limites de leur influence.

La quatrième et dernière partie est tout naturellement consacrée aux organes de prises de décisions politiques. L'auteur commence, au chapitre 9, avec les autorités fédérales canadiennes. Y sont expliqués: l'héritage britannique du régime parlementaire canadien, le rôle prédominant du premier ministre, la dynamique au sein du cabinet des ministres, le mode de fonctionnement de la Chambre des communes et du Sénat ainsi que les fonctions de la reine et de son gouverneur général. Le tour des autorités provinciales et municipales vient au chapitre suivant. Après avoir brièvement comparé les assemblées provinciales entre elles, Bernard s'arrête à certaines particularités des institutions québécoises. Il consacre quelques pages aux conseils exécutifs provinciaux et québécois non sans s'être longuement attardé auparavant aux prérogatives des lieutenants-gouverneurs. Les dernières pages du chapitre sont réservées aux institutions municipales québécoises.

La publication d'un manuel de ce genre n'appelle pas nécessairement à l'analyse critique scientifique. Il est toujours réjouissant de voir que des politologues ont à coeur de donner au plus grand auditoire possible des outils simples et concrets de compréhension de notre univers politique. Sans aucun doute, une telle tâche ne pouvait pas se faire sans que certaines questions soient laissées de côté; comme c'est largement le cas ici, entre autres, du débat constitutionnel canadien, de l'évolution et des particularités de l'État québécois, de même que du vaste champ de l'administration publique. Quant au choix de faire l'impasse sur les références bibliographiques, André Bernard fait le pari que les lecteurs intéressés à en savoir plus ne seront jamais aussi bien servis que par leurs propres recherches.

Éric DESROSIERS

---